



**Conférence donnée au cours de la session 2008 des Semaines Sociales de France, "Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés ?"**

## **Rôle et place des religions dans la société**

**Régine Azria, Paul Valadier, Mustapha Chérif\***

### **Introduction – Henri Tincq\*\***

Vingt-cinq ans d'expérience journalistique consacré aux phénomènes religieux m'ont permis de mesurer la formidable mutation du paysage religieux de la France, plus généralement de l'Europe. En vingt-cinq ans, la communauté juive, qui fut

---

\* Régine Azria est docteur en sociologie, chercheur au CNRS dans le cadre du Centre d'Étude Interdisciplinaire des Faits Religieux de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Elle publie régulièrement des articles sur les questions relatives au judaïsme. Elle est, entre autres, auteur de *Le judaïsme*, coll. Repères, La Découverte, 2003.

Paul Valadier, jésuite, est professeur de philosophie morale et politique au Centre Sèvres. Il a été rédacteur en chef de la revue *Études*. Parmi ses derniers livres : *Détresse du politique, force du religieux*, Seuil, 2007, et plus récemment *Le spirituel en politique*, Bayard, 2008.

Mustapha Chérif, universitaire algérien, est philosophe et islamologue. Il a été professeur invité au Collège de France. Parmi ses derniers ouvrages : *Islam Occident et Islam tolérant ou intolérant*, Éd. Odile Jacob. Site : [www.mustapha-cherif.net](http://www.mustapha-cherif.net)

\*\* Henri Tincq, journaliste, longtemps responsable de la rubrique Religions au quotidien *Le Monde*, animait cette table ronde.

La séance était présidée par Anne-Sophie de Quercize, membre du conseil des Semaines sociales de France.

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

longtemps à très forte majorité ashkénaze, bien intégrée, en voie même d'assimilation à la société française, a connu une revitalisation considérable, en termes de visibilité, de participation aux débats publics, de construction d'écoles, de synagogues, d'extension de pratiques rituelles, alimentaires ou la pratique des fêtes et du shabbat. Soit un vrai bouleversement que les spécialistes font remonter aux années 60 et au retour des juifs sépharades d'Afrique du Nord, à la foi plus démonstrative.

En vingt-cinq aussi, les Églises ont aussi subi des changements considérables. Elles aussi se montrent plus visibles, interviennent plus régulièrement dans les débats sociaux ou éthiques. Devenus minoritaires, les chrétiens sont plus décomplexés, affirment plus tranquillement leur foi – on l'a vu lors des JMJ de 1997 et, plus près, lors de la visite de Benoît XVI en France. Chez les protestants aussi, la branche évangélique, plus démonstrative, est désormais majoritaire. Elle a dépassé – en chiffres et en influence – ce vieux protestantisme luthéro-réformé qui fut longtemps le noyau dur du protestantisme français mais est aujourd'hui en perte de vitesse, comme il l'est en Allemagne, dans les pays scandinaves, dans des pays de l'Est – je pense en particulier à la Hongrie

Mais, en vingt-cinq ans, c'est surtout dans la population musulmane que la mutation a été la plus brutale, radicale. Quand je travaillais à La Croix à la fin des années 70, on donnait encore le chiffre d'un million de musulmans. Aujourd'hui, ils seraient au moins 5 millions, même si, vous le savez, il y a un vrai problème de définition du « musulman ». Changement démographique, mais changement aussi sur le fond. L'islam des premières générations d'immigrés était vécu comme un « islam d'exilés », d'immigrés venus travailler en France, peu intégrés, et ne rêvant que de rentrer au pays pour retrouver la terre et la religion de leurs pères. Un jour, un bon vieux musulman m'a dit : « Pour moi, l'islam, c'est le fossé qui sépare Marseille et Tanger ». Aujourd'hui, bien sûr, c'en est fini de cet islam vécu comme un déchirement et un exil. Il se vit, s'exprime, se transmet largement sur le territoire français.

## Rôle et place des religions dans la société

Des besoins religieux, communautaires se font toujours plus pressants, parfois confondus avec des formes d'« intégrismes », ce qui est injuste. Plus ou moins adroitement, les gouvernements successifs, de droite et de gauche, ont dû traiter avec une communauté divisée, dispersée par ses origines nationales, ses sensibilités, des questions de la construction de lieux de prières, du voile à l'école, de la formation des imams, de la représentation et de l'organisation de cette communauté. Vous le savez, tous ces débats sont loin d'être réglés.

Telle est, à gros traits, la nouvelle scène religieuse française et, pour une part, européenne. Il faudrait aussi parler du bouddhisme : au mois d'août, j'ai suivi la dernière visite du dalaï-lama en France et j'ai pu à nouveau mesurer l'intérêt qu'il suscite, outre le sort tragique du Tibet, y compris dans les milieux chrétiens. En vingt-cinq ans, le cadre politique, juridique, dans lequel s'expriment ces religions en mutation n'a pas changé ou presque posant régulièrement la question de

l'intervention des religions dans l'espace public, de l'avenir de la laïcité, de l'introduction de programmes religieux dans l'espace scolaire public. Des incompréhensions, des crispations s'en suivent, qu'on traduit souvent par le mot lourd de sens et imparfait de « communautarismes ».

Nos intervenants reprendront ces questions. Car la « laïcité » est en débat. Cette notion renvoie en Europe à une sorte d'exception française, assez indéfinissable, voire même incompréhensible pour beaucoup de nos voisins européens qui ne connaissent pas bien notre histoire nationale depuis au moins la Révolution française. Une partie de l'Europe, celle qui veut secouer la tutelle des Églises – en Espagne, en Italie, dans certains pays de l'Est – nous envie cette laïcité. À d'autres, pour des raisons plus ou moins obscures, ce mot fait encore très peur. En France, l'Église catholique, qui a combattu la loi de Séparation de 1905, non seulement en a pris aujourd'hui son parti, mais en mesure chaque jour davantage les avantages en termes de liberté, d'indépendance financière et politique. Pour les juifs ou pour les protestants, la

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

laïcité est historiquement liée à leur reconnaissance dans la société et ils y tiennent comme à la prunelle de leurs yeux. Pour les musulmans, la situation est très différente. Ils n'étaient pas en France en 1905 et le procès qui leur est fait dans la société laïcisée, sécularisée est précisément qu'une religion comme l'islam n'est pas spontanément, naturellement soluble dans la République laïque. Et pourtant, chacun pressent, plus ou moins – et je sais que notre ami Mustapha Chérif, que je connais depuis longtemps, est de ceux-là – que l'Europe, que la France pourraient, dans une sorte de vision idéale, servir de modèle à une sorte de redéfinition, d'intégration de l'islam dans des espaces non-européens, arabes, asiatiques, turcs, africains, là où la question de la séparation du politique et de la religion, du temporel et du spirituel est très loin d'être réglée. Et c'est un euphémisme de le dire. Dans cette perspective du « vivre ensemble » qui anime cette session des Semaines sociales, loin des crispations, des intégrismes, quelle peut-être la contribution de chaque religion, son originalité propre par rapport aux questions qui viennent d'être soulevées ? Que veut dire M. Sarkozy quand il parle de « laïcité positive » ? Ajouter un qualificatif à ce mot, n'est-ce pas déjà un peu le trahir, comme le craignent les laïcs purs et durs ? Qu'est ce qu'une laïcité qui ne serait plus qu'un « laïcisme », méfiant à l'égard de toute expression de la religion dans l'espace public et qui voudrait renvoyer la religion au seul espace strictement personnel et privé ? Surtout, quelles sont les avancées possibles pour demain ? Comment passer, comme dit Régis Debray, d'une « laïcité d'ignorance » à une « laïcité d'intelligence » ? Ample matière pour notre table ronde.

**REGINE AZRIA \***

---

\* **Régine Azria** est docteur en sociologie, chercheur au CNRS sans le cadre du Centre d'Etude Interdisciplinaire des Faits Religieux de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Elle publie régulièrement des articles sur les questions relatives au judaïsme. Elle est entre autres auteur d'un livre de la collection Repères : Le judaïsme, La Découverte, 2003.

## Rôle et place des religions dans la société

Je dois dire en préalable que la façon dont j'aborderai ici mon sujet dessine les contours d'une présence juive dans la société quelque peu différente de l'approche de Henri Tincq. Je reste en effet, malgré le remarquable exposé philosophique qui a précédé cette table ronde, quelque peu dubitative quant à la notion de religion. Je préfère envisager les choses en prenant un autre point de départ. Ainsi je traduirai la question de la place du judaïsme dans la société de deux façons : quels sont le rôle et la place du judaïsme dans la société ? Quels sont le rôle et la place des juifs dans la société ? J'ai la faiblesse de penser qu'il y a un écart entre les deux.

### **L'apport du judaïsme à la société**

Je rappellerai tout d'abord quelques fondamentaux car je pense qu'il est toujours utile de le faire. L'apport du judaïsme à nos sociétés occidentales, c'est d'abord la Torah et son message religieux et éthique. Ce message porte l'idée monothéiste d'un Dieu créateur, un, distinct et séparé de sa création ; l'idée d'hommes et de femmes créés à l'image de ce Dieu, donc porteurs d'une parcelle de divinité, avec ce que cela implique ; l'idée de l'unité du genre humain issu d'un ancêtre commun. Ce sont là des banalités mais qui ont des implications immenses.

Ce message propose un code de bonne conduite qui pose les règles d'un « vivre ensemble », un « vivre ensemble » exigible de tout individu et de tout groupe humain. Ainsi, les lois noahides, c'est-à-dire les lois de la Genèse qui s'adressent à toute l'humanité, imposent l'obligation d'établir des tribunaux ; l'interdiction du blasphème, de l'idolâtrie, du meurtre, des unions illicites, du vol ; l'interdiction de consommer de la viande arrachée à un animal vivant – cela a beaucoup fait gloser, mais c'est important également. De son côté, le Décalogue affirme le monothéisme, l'interdiction des images, de l'idolâtrie, du blasphème ; le respect du jour de repos (shabbat pour les uns, dimanche pour les autres, mais un jour hebdomadaire de repos) ; le devoir d'honorer son père et sa mère ; l'interdiction du meurtre, de l'adultère, du vol, du

faux témoignage, de la convoitise. De cet ensemble, on peut déduire que le judaïsme affirme le primat de la culture sur la nature et le primat de la raison et de la maîtrise de soi sur l'emprise des émotions et des passions.

Enfin, un des apports essentiels de la Torah au « vivre ensemble », repris et développé par le judaïsme rabbinique, se trouve dans l'injonction du Lévitique : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même » (Lévitique 19, 18). Rabbi Aqiba (45-135 ap. J.C.) voyait dans ce commandement d'amour du prochain le principe qui exprimait, contenait, résumait la totalité de la Torah (Talmud de Jérusalem, Nedarim 9, 4). À sa suite, on a pu dire que les 613 commandements dépendaient directement de cet impératif d'amour. Le motif essentiel de cet amour repose sur l'idée que l'homme a été créé par un geste d'amour divin, qu'il a été créé à l'image et à la ressemblance du Créateur. Ainsi, aimer son prochain, c'est aimer la parcelle de divinité présente dans chaque être humain, quelle que soit son origine, sa religion, sa couleur. Mais cet amour n'est pas abstrait, il n'est pas pur sentiment. L'amour du prochain implique des actes concrets. Ce commandement pose le principe de responsabilité de tous et de chacun envers le prochain et plus largement vis-à-vis du monde créé confié aux soins des hommes. On peut se demander s'il est encore besoin des juifs pour porter ce message vétéro-testamentaire après que le christianisme se soit approprié la parole prophétique d'Israël, l'ait diffusée et universalisée ? S'il n'est plus nécessaire de confier aux juifs le soin de la porter, il n'est sans doute pas inutile cependant de rappeler l'origine juive de ce message – un message que Jésus, juif lui-même, s'est attaché à enseigner et à transmettre à ses disciples. Si les juifs ne se reconnaissent pas toujours dans la version christianisée, ils demeurent aujourd'hui encore les gardiens farouches de la version originale.

Ce sont là quelques-uns des principes et des valeurs dont le judaïsme peut revendiquer la paternité certes, même s'il y a parfois loin des principes aux actes, et nous savons que la suite de l'histoire n'a pas été un long fleuve tranquille. Mais c'est là une autre histoire.

### **L'apport des juifs à la société**

Quel a été, et quel est encore de nos jours, l'apport des juifs en tant que juifs au « vivre ensemble » ? Je rappellerai tout d'abord, avant de répondre à cette question, ce qu'a été l'apport de la société aux juifs : les juifs doivent en effet leur entrée dans la société aux bouleversements politiques et socio-culturels de l'époque moderne. Ce n'est que depuis la Révolution française et leur émancipation, depuis que les murs des ghettos sont tombés, que les juifs sont devenus des citoyens jouissant de droits égaux. C'est en particulier grâce aux avancées des principes démocratiques, de la sécularisation, de la laïcité que ces droits formels sont passés dans les faits pour devenir des droits réels. Depuis lors, les juifs s'impliquent dans la vie de la cité ; ils y sont des acteurs sociaux, économiques, culturels, scientifiques, politiques à part entière, qui jouissent par ailleurs d'une liberté religieuse qui leur permet de perpétuer leurs rites et leurs traditions propres ou de s'en détacher. Si cela peut sembler naturel et évident aujourd'hui, cela n'a pas toujours été : cette égalité de traitement ne date que de deux siècles !

Quel a été leur apport à la société ? Il est intéressant de noter que les personnalités juives dont la contribution aura le plus marqué le XXe siècle, ou dont les noms sont le plus souvent cités, appartiennent rarement au monde traditionnel juif, à quelques exceptions près comme Emmanuel Lévinas. Elles appartiennent au monde de la science : Sigmund Freud, Albert Einstein, Paul Krugman (le prix Nobel d'économie 2008). Elles appartiennent à l'intelligentsia et au monde de la pensée, de l'art, de la culture : Walter Benjamin, Arnold Schönberg, Hanna Arendt, Jacques Derrida, Franz Kafka, Marcel Proust. Elles appartiennent au monde de la politique : Léon Blum, Simone Veil (l'ex-présidente du Parlement européen, promue à l'Académie Française), Robert Badinter, Bronislaw Geremek ; au monde des affaires, de la finance, de l'entreprise (le nom de Rothschild vient aussitôt en tête mais il n'est ni le seul ni le plus représentatif). On pourrait allonger la

liste. Autrement dit, quel qu'ait pu être par ailleurs l'apport du judaïsme dans la formation personnelle de ces hommes et femmes et quelle qu'ait pu être la place du judaïsme dans leur itinéraire ou dans leur vie privée, ce n'est pas à ce titre que ces personnalités se sont fait connaître. Bien qu'identifiées et reconnues comme juives, ces personnes se sont distinguées dans des domaines sans liens directs avec le judaïsme. Même si aucun d'entre eux n'a cherché à cacher sa judéité, la carrière de certains d'entre eux ou leur engagement existentiel n'a pu se faire souvent qu'au prix d'une mise à distance avec le monde traditionnel juif. On pense, pour d'autres siècles à Spinoza bien sûr ou, plus proche de nous, à Gustav Mahler qui dut passer par la conversion pour devenir éligible à la direction de l'opéra de Vienne.

Aussi, j'envisagerai la question autrement : je serais tentée de dire que ce n'est peut-être pas dans ce qu'il y a de plus visible qu'il faut chercher la contribution spécifique des juifs. Ce n'est ni du côté de la pratique religieuse, certes en recrudescence mais qui reste le fait d'une minorité, ni dans un supposé communautarisme – la participation réelle à la vie communautaire est faible – ni même dans le soutien à l'État d'Israël, sujet de débat et de tensions internes plus que de consensus. Ce n'est pas davantage dans leur façon d'incarner l'éthique propre au message monothéiste. Sur ce point, les juifs ne sont ni meilleurs ni pires que les chrétiens, les musulmans ou les autres.

### **La condition juive**

L'originalité de leur apport se trouve ailleurs, en lien avec ce qu'on a coutume d'appeler la condition juive, une expression un peu galvaudée mais dont on postulera qu'elle peut encore faire sens aujourd'hui. Cette condition, les juifs ne l'ont ni recherchée ni désirée. Elle est le fait des circonstances de l'histoire, ce qui lui donne une certaine pertinence sociologique. Cette condition a prédisposé les juifs à porter un regard décalé sur le monde et à se comporter en conséquence. J'insiste sur le fait que les juifs ne doivent cette aptitude à

## Rôle et place des religions dans la société

aucune qualité intrinsèque. Ils la doivent, je le répète, à leur histoire singulière, à leur altérité réelle ou supposée (altérité confessionnelle, culturelle, d'origine, etc.), à leur condition diasporique et minoritaire qui a fait d'eux des outsiders, c'est-à-dire des hommes et des femmes perçus comme des marginaux, des parias, des étrangers, des cosmopolites ; des hommes et des femmes hors du monde et dans le monde, partout chez eux mais de nulle part, sans patrie mais loyaux et reconnaissants envers les pays qui les ont accueillis.

Mais pour revenir au judaïsme proprement dit et à son apport, j'ajouterai qu'ils doivent aussi cette aptitude au décalage à autre chose encore : leur tradition, et je préfère la notion de tradition à celle de religion. Un des enseignements de cette tradition leur enjoint en effet de ne jamais oublier qu'ils ont été des étrangers, tenus pour tels et susceptibles de le demeurer ou de le redevenir : des étrangers en Égypte au temps des pharaons ; des étrangers à Babylone au temps du premier exil ; des étrangers y compris dans le territoire dont ils s'étaient rendu maîtres mais qu'ils durent abandonner après la destruction du deuxième Temple ; des étrangers sur les terres d'exil qu'ils eurent à connaître tout au long de leur histoire. C'est dans la transmission de cette mémoire vivante, une mémoire entretenue par le rite et le commentaire des Écritures d'une part, une mémoire enrichie par l'histoire et les récits familiaux d'autre part, et dans la transmission de cette expérience de l'Altérité que réside, me semble-t-il, la contribution la plus précieuse des juifs au vivre ensemble, dans nos sociétés arrogantes, trop souvent imbuës d'elles-mêmes, peu sensibles à l'altérité ou réfractaires à l'altérité.

Cette contribution est précieuse parce que cette expérience juive est porteuse d'enseignements qui peuvent paraître contradictoires mais qui ne le sont cependant pas. En effet, en l'absence d'un centre territorial et politique, en l'absence de moyens de coercition pour imposer leur volonté ou faire valoir leurs droits, pour durer comme ils l'ont fait, les juifs ont dû conserver l'espérance chevillée au corps. Qu'on l'appelle « espérance messianique » ou « utopie historique », peu importe, cette espérance venue de loin a connu des

confirmations mais aussi bien des déceptions au cours de leur histoire.

### **L'inquiétude comme contribution**

La condition minoritaire et diasporique a également appris aux juifs à mesurer le caractère fragile et jamais définitivement acquis des avancées de l'histoire. Aucune forme de réussite, sociale, économique, professionnelle, politique, n'est parvenue jusqu'à ce jour à vaincre l'inquiétude existentielle inhérente à la condition juive. Malgré les acquis de l'émancipation et de l'intégration, l'inquiétude semble inséparable de la condition juive. Rien ne semble pouvoir l'apaiser : on peut être un simple citoyen, un intellectuel prestigieux, un commerçant prospère, un médecin respecté, on peut être un scientifique reconnu ou un simple « plombier » (car il y a des plombiers juifs et certains sont même polonais ou d'origine polonaise !) et être malgré tout inquiet. Inquiet pour soi, inquiet pour sa famille, inquiet pour sa communauté d'appartenance, inquiet pour Israël, inquiet pour son pays, inquiet pour l'avenir de la planète. C'est là l'héritage de l'histoire, l'expérience du passé. Nombre de juifs ont, aujourd'hui encore, le sentiment, fondé ou non – là n'est pas la question – que le passé, synonyme pour eux de malheurs, de pogroms, de persécutions, voire de génocide, est susceptible de ressurgir à chaque instant. Vue de l'extérieur, cette sensibilité à fleur de peau peut apparaître absurde, déplacée, disproportionnée, exagérée, manipulée ou manipulatrice. Elle est généralement incomprise par ceux qui ignorent ou qui refusent de voir que cette réactivité inquiète et instantanée à l'événement, au fait divers, est le fait d'une inquiétude intérieure et profonde nourrie par une mémoire longue – le thème de la mémoire est là très important.

Ainsi, une des contributions paradoxales des juifs à la société d'aujourd'hui pourrait venir de ce regard qu'ils portent sur la société et sur le message qu'ils lui lancent : un regard désabusé, mais chargé d'attentes, un regard d'éclairer, de découvreur, mais aussi un regard qui anticipe, pressent et agit

## Rôle et place des religions dans la société

comme un avertisseur d'incendie. Tout comme le message monothéiste, l'expérience de l'altérité, de l'inquiétude, de la condition minoritaire et diasporique, les juifs la partagent aujourd'hui avec d'autres. À la différence de ces autres peut-être, cette expérience, loin d'être conjoncturelle, est inhérente à la condition juive, elle fait corps avec leur tradition et leur culture depuis les temps les plus reculés. Au cœur de la réussite sociale, ils n'oublient pas qu'ils ont été esclaves en Égypte, étrangers à Babylone, sans-logis pendant la période du désert et que cela doit rester une leçon, pour eux bien sûr – ils se le rappellent rituellement chaque année le soir de Pâque et pendant la fête des cabanes – mais peut-être aussi une leçon pour ceux au milieu desquels ils vivent et qui ne comprennent pas cette inquiétude qu'ils estiment infondée et illégitime.

Pour conclure, je ne vous cacherai pas mes craintes quant à l'avenir, en tant que sociologue – car un sociologue peut aussi avoir des craintes, il ne pose pas seulement des constats –, en tant que citoyenne, et pourquoi ne pas le dire, en tant que juive, non représentative certes mais en tant que juive quand même. Ces craintes concernent certaines tendances plus ou moins prononcées au sein du monde juif. Elles sont de trois ordres :

- le conservatisme intellectuel qui va de paire avec un certain conformisme social ; la frilosité qui empêche d'oser, de déranger, de remettre en question certaines évidences, de transgresser la doxa du politiquement correct, de rompre certains consensus. Nous sommes loin de l'audace propre à la génération des outsiders décrits précédemment ;

- le repli : le risque que l'inquiétude tournée vers soi et les siens fasse oublier ou passer à l'arrière-plan l'inquiétude pour les autres.

- Enfin, le caractère inconditionnel d'une forme de soutien à Israël qui ne fait pas la distinction entre la reconnaissance inconditionnelle du droit à l'existence d'Israël – un droit qui n'est jusqu'alors contesté à aucun autre pays membre de l'ONU – et la reconnaissance du droit à la critique de la politique menée par les dirigeants israéliens.

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

Cette attitude vis-à-vis d'un Israël dont la supériorité militaire tend à occulter l'inquiétude existentielle permanente de sa population juive, peut paraître choquante, déplacée, voire scandaleuse eu égard à la situation dramatique du voisin palestinien. J'ai tenté d'en expliquer le fondement. Elle n'en est pas moins un motif d'inquiétude quant à l'avenir, dans la mesure où elle donne à penser que les juifs auraient oublié leur sagesse diasporique, une sagesse dictée par l'impératif de justice et la nécessité du compromis. Au risque de choquer certains, je crains que les juifs d'aujourd'hui soient en train de perdre ce qu'il y a de plus subversif, de plus perturbant, de plus audacieux, de plus singulier dans la judéité, y compris la capacité d'interpeller Dieu et de lui demander des comptes. J'ose espérer cependant, car l'inquiétude ne doit pas étouffer l'espérance, que les juifs retrouvent l'audace d'interpeller sinon Dieu, du moins les puissants de ce monde. Qu'ils retrouvent le souffle des prophètes pour les rappeler à leurs responsabilités envers leurs prochains et les amener à mettre en œuvre, par des actes, l'antique impératif biblique de justice et d'amour. Car l'un ne va pas sans l'autre : justice et amour vis-à-vis des faibles, des opprimés, des êtres les plus vulnérables, ce qu'ils furent eux-mêmes jadis, dont le nombre et la détresse semblent s'accroître en ces temps de crise. Il y a urgence.

**PAUL VALADIER\***

Au cours de cette brève intervention, je poserai quelques thèses sans donner de très longs argumentaires, laissant le soin à la discussion commune de nuancer, compléter, corriger certains propos. Dans ce qui suit, il s'agira surtout du catholicisme et de sa situation dans notre pays. Je prie les participants européens de m'excuser de cet exposé un peu franco-français, en espérant ne pas être trop franchouillard !

## Rôle et place des religions dans la société

### **Une société sécularisée**

Première affirmation : nous vivons dans une société sécularisée. Constat banal, qui demanderait à lui seul bien des précisions, et que je tiens pour une situation acquise et durable. Mais surtout il s'agit d'une situation dont il faut se réjouir. Posant cela, je n'ignore pas à quel point je vais contre des jugements négatifs ou contre ce qu'on pourrait appeler un "inconscient catholique" – si toutefois une telle chose existe – fort ancré dans nos mentalités. Beaucoup de catholiques en effet rêvent de la situation historiquement ancienne où l'Église régnait sur les esprits et sur la culture, ou du moins était censée régner. Cet âge est révolu. Et nous devons juger qu'il en est très bien ainsi sans nostalgie aucune.

En effet la situation actuelle permet à l'Église d'être vraiment elle-même, d'annoncer en toute liberté son message de salut ; notre laïcité, si imparfaite qu'elle puisse être, permet la liberté de culte, et plus généralement la liberté religieuse. Elle garantit donc notre liberté de croyants, la possibilité où nous sommes de nous réunir, d'éditer et de publier, de prendre la parole dans l'espace public, d'agir avec d'autres et de travailler au bien de tous (ou de tenter de le faire) ; elle ouvre donc un espace où l'Église peut annoncer son message. Heureuse situation qui permet à l'Église de tenir un rôle essentiel dans une telle société : proclamer par la parole et par les gestes de charité la Bonne Nouvelle du Salut. Service éminent rendu ainsi à une société marquée par le doute sur elle-même, le pessimisme, et assez largement par le nihilisme pour employer de grands mots. Sans attaches suspectes ni dépendance politique, et sans ambition de prise de pouvoir, l'Église peut et doit proposer son message d'espérance et de paix, annoncer que la mort ou les crises si graves soient-elles ne sont pas le dernier mot de tout, que tout être humain est appelé à la Vie, vie de charité et d'amour, qui s'inaugure dès ici-bas, dès lors qu'on respecte et aime son prochain comme soi-même, donc aussi comme Dieu. Que l'Église remplisse mal cette tâche, ou plutôt que nous tous soyons maladroits à proposer de manière crédible et pertinente le message qui

nous fait vivre, est une question légitime et qui doit nous tarauder. Mais si nous sommes en défaillance, il faut d'abord nous en prendre à notre manque d'audace, qui n'est pas présomption et mépris des autres ; à notre peur d'être fiers de notre foi, qui n'est pas orgueil ou repli sectaire sur soi ; à notre impuissance, qui ne doit pas être confondue avec la modestie ou la discrétion ; et non pas à la société qui, elle, nous offre des opportunités peut-être sans égales dans l'histoire. Et ici, j'insiste, quand elle annonce la Bonne Nouvelle, l'Église rend un service éminent et unique à une société tentée par le doute ou le désespoir.

### **Une Église qui propose**

Certes en une telle situation historique, l'Église propose, elle n'impose pas et n'a pas à imposer un message de liberté. Elle doit donc se situer, quand elle prend publiquement la parole, sur le terrain de ce que le philosophe allemand J. Habermas appelle la raison publique. Elle doit trouver les arguments convaincants pour fonder ses positions et si possible les faire partager par le plus grand nombre. Travail certes difficile et exigeant, mais qui nous oblige à ne pas être une secte qui assène ses croyances sans prendre la peine de les justifier ou qui procède par séduction affective. Quand elle parvient à le faire, l'Église à nouveau rend un service éminent à la démocratie : elle fournit au débat démocratique les éléments nécessaires à la prise de conscience des problèmes, elle alimente donc la démocratie en lui évitant la démagogie, la manipulation de l'opinion, l'intimidation des groupes de pression. Elle contribue donc très directement à la vitalité de notre système politique, y compris quand ont lieu au sein de l'Église des débats contradictoires, ce qui est malheureusement fort rare et peu encouragé par les autorités hiérarchiques. Certes sur le terrain de la présence publique de l'Église, un défaitisme certain règne chez les catholiques. Nous avons l'impression de ne pas être entendus, d'être marginalisés, de parler dans le vide ou de susciter des réactions narquoises ou négatives. Mais interrogeons-nous :

## Rôle et place des religions dans la société

est-ce toujours le cas ? Ici encore notre défaitisme ne nous aveugle-t-il pas ?

Citons deux exemples où l'on peut repérer la trace d'une profonde influence de la pensée chrétienne sur l'opinion (mais tous les exemples sont contestables, et bien entendu ceux aussi que je cite). Des discussions passionnées se sont développées et se poursuivent sur la fin de vie et sur l'euthanasie ; mais nos députés ont voté à l'unanimité une loi à ce sujet dite loi Leonetti : sans entrer dans les détails de ses dispositions, qui ne voit que cette loi évite de poser des actes irréversibles qui porteraient atteinte à la dignité de la personne et qui entraîneraient le corps médical sur des pentes où il perdrait le sens même de sa vocation ; l'encouragement donné aux soins palliatifs ne vont-ils pas dans le sens que des chrétiens ne peuvent qu'approuver ? Une telle loi est discutée, elle n'est pas parfaite, elle sera sans doute modifiée, mais tel est le travail de la raison publique. Serait-on parvenu à un tel résultat si les arguments avancés du côté catholique n'avaient pas paru convaincants ?

Autre débat sur le dimanche cette fois : si l'Église a défendu l'idée d'un congé dominical, remarquons qu'elle ne l'a pas fait par esprit de clocher, pour défendre la pratique dominicale de la messe. Elle a affirmé qu'il serait grave d'oublier que l'être humain n'est pas qu'une bête de somme (un animal laborans comme le disait la philosophe germano-américaine Hannah Arendt), mais qu'il doit pouvoir disposer de plages de festivité, d'intériorité, de repos, de socialité gratuite. Elle a affirmé en outre qu'il était essentiel pour une société particulière de se donner un signe officiel et reconnu de cette disposition à la vie privée, donc que, avec toutes les souplesses d'application concevables, notre pays s'honorait à reconnaître publiquement l'obligation légale d'une journée de repos commun.

Sur ces deux exemples, ne faut-il pas reconnaître que l'Église a rallié bien des esprits, qui, non croyants, adhèrent pourtant aux valeurs défendues et à la conception de l'homme avancée ? Si nous donnons congé au défaitisme, il nous faut alors admettre que quand l'Église se situe avec des arguments convaincants sur le terrain de la raison publique, de

l'argumentation raisonnée, mais inspirée par la foi, elle peut jouer un rôle éminent dans notre société, rôle que peu d'autres institutions peuvent jouer. Jusqu'où peut-elle aller dans ce jeu de la raison publique, est certes une question grave et difficile : Habermas vient d'expliquer qu'en effet nos démocraties ne doivent pas demander aux croyants de se couper en deux et de vivre une schizophrénie entre convictions religieuses et justifications rationnelles qui n'est exigée d'aucun autre citoyen ; et il en conclut qu'il faudrait sans doute aussi que les non-croyants cherchent à comprendre pourquoi des croyants défendent certaines convictions fondamentales à leurs yeux sans pouvoir en donner des justifications entièrement rationnelles – ainsi sur les débuts de la vie humaine ou le refus de parler de « mariage » pour les unions homosexuelles.

### **Une Église de fidèles engagés à tous les niveaux de la société**

Quand nous pensons Église, nous pensons souvent « hiérarchie », et de fait celle-ci peut et doit jouer le rôle d'une autorité morale au sein d'une démocratie qui a peu de ces autorités dont elle a besoin, ou alors elle s'en donne de factices ou de frauduleuses. Elle peut et doit rappeler la base de nos valeurs démocratiques qui constituent ce que Jacques Maritain appelait la charte démocratique qu'on peut résumer dans la formule, liberté, égalité, fraternité, formule qui se ramène au respect inconditionnel de la personne humaine et de son lien de solidarité avec tous, ou encore dans le respect des droits humains.

Mais l'Église c'est aussi (surtout ?) le peuple de Dieu, les fidèles chrétiens. Or qui ne voit à quel point la société française est marquée par les engagements divers, discrets, multiples dans à peu près tous les secteurs de la société d'hommes et de femmes, souvent bénévoles, qui au sein d'associations diverses et au coude à coude avec d'autres citoyens qui ne partagent pas nécessairement toutes leurs

## Rôle et place des religions dans la société

convictions, travaillent sans bruit à tisser et à retisser les liens sociaux : dans les immeubles d'habitation, dans les quartiers et les banlieues, les écoles, les hôpitaux, les prisons, l'accueil de l'immigré, ou dans des ONG qui cherchent souvent dans la difficulté à lutter contre la faim dans le monde, contre la torture, contre les discriminations de toutes sortes. Imagine-t-on ce que serait la société française sans ce travail de fourmis grâce auquel des chrétiens s'ingénient à faire reculer la violence et l'incompréhension ? Et ceci à des niveaux de base, mais tellement essentiels à toute vie sociale démocratique. Ici encore ces chrétiens jouent un rôle essentiel dans la société, il ne faut pas l'oublier. Pas plus que nous ne devons oublier à quel point des militants de l'Action Catholique ont proprement révolutionné des secteurs entiers de la société française : ainsi de la JAC qui a profondément transformé le monde rural (fait peu contestable, même si leur action peut être jugée « critiquement »). Sur ces points, notre Église a-t-elle été passive ? réactionnaire ? à la remorque du temps ? ou réellement « révolutionnaire » ? Ici comme en bien d'autres domaines, n'a-t-elle pas aidé la société à faire face courageusement à des évolutions souhaitables et à inventer les moyens d'y répondre ? Ainsi encore de l'invention et de la mise en place des soins palliatifs où des chrétiens ont joué des rôles pionniers et inventifs.

Je ne suis pas assez naïf pour ignorer les difficultés de l'Église à se situer avec justesse dans notre société sécularisée. Pour conclure, je signalerai deux points délicats. D'abord il est vrai que l'Église catholique est affectée d'une connotation négative, notamment auprès des médias. Celles-ci ne sont-elles pas très souvent partiales, injustes, ou délibérément silencieuses sur les prises de position des catholiques, quand elles n'en viennent pas à la caricature et à l'agression ouverte ? Le fanatisme et l'intolérance ne sont pas toujours, loin de là, du côté où on les situe souvent, et il faut bien dire que les catholiques en particulier en sont souvent les victimes silencieuses, et certainement trop silencieuses, voire complices. Mais ne rendrions-nous pas service à notre société, en nous insurgant contre ces partialités, sans jouer

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

systématiquement à la victime, mais en rappelant nos droits à être entendus au même titre que les autres. Voilà à nouveau un service à rendre à la démocratie, donc à la société française. Ensuite il s'impose à l'Église de jouer le jeu de la raison publique, donc de l'argumentation raisonnable et de la discussion, plutôt que celui de l'affrontement. Il est heureux que les évêques de France aient opté en ce sens ( Lourdes novembre 2008), à la différence de ce qui se passe en Espagne ou en Italie. Mais jusqu'où peut-on aller dans la justification publique de convictions proprement religieuses ? Et si nous n'y parvenons pas ou mal, n'est-on pas en droit d'attendre que nos concitoyens non croyants cherchent aussi de leur côté à comprendre ces raisons que la raison ne connaît pas (Pascal). Attendre cela d'eux, comme le demande Habermas dans *Entre naturalisme et religion*. Les défis de la démocratie (Gallimard 2008), n'est-ce pas, non point faire preuve de dogmatisme et d'arbitraire, mais leur demander d'entrer dans le dialogue démocratique avec ceux qui pensent autrement ? N'est-ce pas là encore honorer une dimension vitale de la démocratie, et donc aider nos sociétés à honorer le meilleur d'elles-mêmes ? Autant de points d'interrogation qui peuvent ouvrir le débat entre nous.

### **MUSTAPHA CHERIF**

L'islam est méconnu. Redoutable tâche pour moi à cette passionnante table ronde, pris dans les contradictions internes et externes, pour essayer de garder l'horizon ouvert.

#### **Le constat des risques et des menaces**

L'immense majorité des citoyens en Europe se considère émancipée à l'égard de la religion désormais sortie de la vie. Mais de nouvelles idoles apparaissent. En retour des croyants ont parfois des réactions inadéquates ou crispées. Tout le

## Rôle et place des religions dans la société

monde sait que nous sommes dans une phase de l'histoire de l'Europe en train de se mondialiser où la religion ne structure plus la vie des sociétés, ne définit presque plus rien, même si nous savons que la sécularisation ne signifie pas disparition de la foi religieuse. La religion continue d'exister, mais elle est inopérante. Les dérives de la modernité posent des problèmes de fond, et nos propres dérives internes tout autant. Face aux injustices, aux incertitudes, aux menaces, les musulmans, comme tant d'autres citoyens du monde, s'inquiètent. Ils s'inquiètent face aux risques de déshumanisation auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. Mais cette résistance et cette inquiétude face aux dérives internes et externes font que nous apparaissions parfois, nous musulmans, comme rétrogrades. Pourquoi résistent-ils ? Pourquoi se comportent-ils souvent comme des résistants, se demandent beaucoup, faute d'un dialogue vrai et de la pratique de l'interconnaissance à la hauteur des enjeux.

Sans remettre en cause les acquis prodigieux de la modernité, nous sommes en droit de porter un regard critique sur ses dérives. Sans remettre en cause les bienfaits de la foi et de la religion, nous sommes en droit de porter un regard critique sur les dérives de la tradition. Après la théocratie, la séparation outrancière, pas simplement la distinction logique mais l'incompatibilité décrétée entre le public et le privé, entre le temporel et le spirituel, ont abouti à la remise en cause de ce que j'appelle « les valeurs abrahamiques », à la « désabrahamisation » du monde, à la marginalisation de la dimension spirituelle de l'humain et à des impasses auxquelles nous sommes tous confrontés aujourd'hui. Comment respecter la sécularité – que je considère comme allant de soi-même dans l'islam, malgré les préjugés – sans déséquilibrer et déshumaniser ? Comment participer de manière commune et publique à la recherche du vrai, du beau et du juste, qui ne sont pas donnés d'avance et dont nul n'a le monopole, sans nourrir le retour informe du religieux ? Comment renforcer l'autonomie de l'individu sans perdre le lien social et l'être commun ?

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

Religion et monde, l'islam est préoccupé par cette problématique. Cependant, sur le terrain, le retour des religions semble marqué moins par le renouveau que par des formes rétrogrades qui n'effacent pas l'image d'un système opposé à la liberté. Dans ce contexte des dérives de notre temps, les sociétés musulmanes subissent les réactions négatives du dedans, de la part de mouvements extrémistes et de régimes archaïques. Pourtant les citoyens de confession musulmane, attachés à leurs références et à l'ouvert, aspirent tout autant à la pratique religieuse et à la démocratie. La foi en islam ouvrait à la possibilité de vivre ces deux dimensions sans antinomie, à la possibilité de vivre aussi le présent sans perdre de vue l'au-delà du monde.

Les contradictions internes de nos sociétés et les ruptures modernes posent problème. Les religions, par-delà leurs situations hétérogènes, semblent aux yeux de beaucoup perpétuer leurs traditions dans le dogmatisme figé ou dans la dilution, dépassées par la raison instrumentale. De notre point de vue, la raison moderne n'a pas su saisir la place des valeurs de l'esprit qui animent le cœur de l'homme. Les conditions semblent réunies pour un délire réactionnaire irrationnel au nom de la foi, ou un vacarme antireligieux au nom de la raison. Délire et vacarme qui se propagent dans le désert de sens que le monde moderne a laissé faire, sous prétexte de liquider ce que les anti-religieux nomme l'aliénation par excellence : la religion. Contre-tradition, comme le laïcisme outrancier, et tradition fermée, comme l'extrémisme politico-religieux suscitent des désordres. Nous attendons de l'Europe qu'elle réinvente une sécularité ouverte.

### **Que faire pour devenir une chance ?**

Il ne s'agit pas de « sauver » la religion, encore moins de vouloir tomber dans des formes totalitaires théocratiques, mais de témoigner et d'agir pour que les êtres humains retrouvent un horizon ouvert, qui ne soit pas un trop-plein en prétendant combler le vide, ni cette caverne creusée par le monde moderne. Le but pour un regard musulman est la

## Rôle et place des religions dans la société

cohérence entre les dimensions fondamentales de l'humain : la foi et la raison, le temporel et le spirituel, l'individu et la communauté. Des non-musulmans – certains pour faire diversion, fuyant sans doute des questions qui se posent à tous – visent l'islam comme le nouvel ennemi. Ils lui reprochent de se déverser dans la politique, de confondre les différentes dimensions de la vie, et, partant, de contredire les possibilités de la liberté et de la sécularisation, conditions de l'émancipation – contre-vérités que les islamistes ou les islamophobes distillent.

La question se pose différemment. Il est injuste de considérer que l'islam porte intrinsèquement en lui le mouvement de la confusion, du repli et de la violence, alors qu'il a participé à l'Occident – cet Occident qui a été pour moi judéo-islamo-chrétien et gréco-arabe. Ainsi dans notre monde moderne. Ce qui m'inquiète, ce sont autant les replis internes que le dogmatisme de l'athéisme qui s'est transformé en doctrine intolérante et contraignante. « Athéisme » et « théisme » restent des termes équivoques. D'où que tout être sensé devrait préférer, non point l'un aux dépens de l'autre, mais préférer l'ouvert au fermé, c'est-à-dire refuser toutes les formes de fermeture, qu'elles soient issues de l'athéisme ou du théisme. On doit travailler à former des citoyens ouverts et non fermés. À cette condition, la religion serait une chance.

Pour les musulmans, il s'agit de renvoyer dos à dos ces deux faces du même Janus de la société dite moderne : athéisme intolérant et libéralisme sauvage. Ce n'est pas dénigrer la modernité que de dire que l'on ne doit pas oublier que la culture moderne s'est déterminée non seulement comme a-religieuse mais comme anti-religieuse et qu'elle nous mène vers une destination inconnue. On ne doit pas oublier cela. Je ne peux pas taire cette inquiétude.

Mais ceci dit, ce que les musulmans d'aujourd'hui doivent comprendre et dont ils doivent se souvenir a trait au fait que la force de la culture européenne, sa modernité, malgré ses difficultés, se situent dans la fermeté avec laquelle la raison se confronte à ses limites. L'être moderne m'intéresse parce qu'il accepte sans cesse de s'exposer, de se risquer par l'exercice

sans conditions de la raison. Mais ce que le moderne de son côté doit comprendre, c'est que l'islamisme est un anti-islam et que le musulman a participé, et le peut encore, à la civilisation dans la Cité.

Humaniser les rapports humains, pour moi, a été possible grâce au monothéisme. Je n'ai pas découvert la liberté au XVIIIe siècle. Les monothéismes, notre source commune, les valeurs abrahamiques, contrairement aux préjugés, sont une des sources essentielles de la démocratie et de l'humanisme. Ce qui pose problème pour un musulman, c'est d'une part la représentation actuelle du monde qui suscite des formes de dépendance, de déshumanisation, de déséquilibre par-delà des opportunités, et d'autre part l'instrumentalisation de la religion en réaction à ce risque. Articuler sans confondre, harmoniser sans opposer les dimensions essentielles de la vie, telle devrait être la chance de demain. C'est à la liberté et à l'humanité que vous êtes appelés et non à l'idolâtrie et à l'oppression, devrait être un mot d'ordre des monothéismes. C'est cela qui est une chance pour la société et que l'on doit retrouver.

Car nous constatons que malgré une émancipation vis-à-vis de l'autorité religieuse et une séparation logique de l'autorité de l'Église et de l'État et de la sphère du public et du privé, nous avons abouti à la marginalisation des principes abrahamiques, voire à une forme de déshumanisation et à un effondrement de l'horizon de l'espérance. Ce qui se joue n'est pas simplement la séparation des pouvoirs et une saine sécularisation, que les intégrismes et les fondamentalismes refusent, c'est l'être commun, notre « vivre ensemble » et son devenir. C'est l'avenir même de l'humanité, car « l'homme passe infiniment l'homme », comme disait Pascal. Les questions de la transcendance, de la communauté et du sens restent ouvertes, même si elles sont refoulées ou reversées sous des formes intégristes. Il faut renoncer à l'abandon même : tel est le message d'espérance d'un musulman aujourd'hui. Il faut résister à la fermeture d'un côté et à la dilution de l'autre. Pratiquer l'autocritique au sujet des dérives de sa propre tradition et la critique des dérives de la modernité est un devoir. Reste à discerner, à ne pas faire

## Rôle et place des religions dans la société

endosser, pour les uns à la religion, à l'islam en particulier, ce qui relève des incohérences de la politique, et pour les autres à la raison, sous prétexte des risques qu'elle fait encourir.

### **Les défis**

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la déspiritualisation, la dépolitisation, la déraison : trois figures du non-monde qui se profile et qui inquiète. Il est urgent de rappeler ces défis auxquels la foi doit répondre pour redevenir une chance. Sur le plan du sens, le fait est que le citoyen sujet du monde a de moins en moins de lien avec la vie religieuse à laquelle les monothéistes en général et les musulmans en particulier sont attachés. Ce n'est pas la fin du monde, mais c'est la fin d'un monde. Et il nous faut le comprendre pour tenter d'en inventer un autre qui échappe à toute fermeture et idolâtrie. La mondialisation du capitalisme sauvage produit une laïcité outrancière. Dans cette ambiance d'épuisement, sans racines, des groupes prétendument religieux prolifèrent, mais cela se fait dans une sorte de vide.

Sur le plan politique, le problème réside dans le fait que la société est perçue comme un corps productif, soumis aux intérêts des détenteurs de capitaux. Cette dépolitisation de la vie est sans précédent ; elle remet en cause la possibilité d'être un peuple responsable, capable de décider, de résister, au nom de la liberté, d'avoir ses raisons et d'avoir raison, de donner force et réalité à un projet de société choisi après débat. En dépit de la légitimité des institutions, de la prédominance des droits de l'homme, de la libre entreprise, de la prolifération des normes juridiques, y compris au niveau supra-étatique comme le principe de subsidiarité, la possibilité d'exister en tant que citoyens participant à la recherche collective et publique du juste, du beau et du vrai, est hypothéquée. L'avenir dépend davantage des systèmes.

Sur le plan du savoir et de la connaissance, le troisième aspect inquiétant est la remise en cause de la possibilité de penser ou de penser autrement, qui serait déraison. L'époque, qui se définit par son caractère techniciste, areligieux,

capitaliste, vise à maîtriser toutes les choses de la vie par la raison instrumentale, l'exploitation des résultats des sciences exactes et la spéculation, appréhendées comme logique du développement. Le savoir moderne privilégie la technique, la mathématique et ses applications, et les fait servir à la logique du marché. Cela aboutit à la marginalisation de la critique objective et de la pluralité. On assiste à la dévitalisation des sciences humaines et sociales, à la difficulté à assumer l'interculturel et l'interreligieux. Dans ce contexte, deux récits contradictoires de la culture moderne dominant qui consistent à dire que la religion ou bien doit servir à consoler sans se mêler du monde, ou bien est aliénation. 1

L'islam se préoccupe et du salut des âmes et du sort commun, du « vivre ensemble » ; les deux étant pour nous liés et non point confondus. Le Coran vise la totalité de la vie ; il contribue à inculquer des antidotes aux tentatives de passer d'une vision totale à une pratique totalitaire, ou au contraire à des oppositions stériles. Il se veut global et vise la mise en réciprocité du temporel et du spirituel, *d'în wa dunyà*, religion et monde – et c'est cela qui étonne. Ce choix de la cohérence ne signifie pas le refus de la distinction. L'islam vise à alerter sur les risques que l'homme court quand il perd un des deux aspects essentiels de la vie : la liberté et la foi. Une théologie qui n'aurait rien à dire au sujet de la nécessité d'articuler les dimensions de la vie, qui n'aurait rien à dire sur la vie concrète, est une théologie qui ne touche pas les croyants et ne peut pas être une chance.

Le Coran, en plus de ne pas instituer d'Église et de lier le croyant directement à son Créateur, recommande donc aux savants religieux de se tenir à distance du pouvoir politique le Prophète a laissé sa communauté libre en ce qui concerne la gestion de la Cité. Cependant, si la foi est une affaire privée, la religion est une question d'intérêt général, un bien de secteur public, qui doit rester du domaine du service public. Qui, en rive sud, doit gérer les mosquées et tenir compte des valeurs communes ? La réponse est pour les musulmans évidente : non pas des forces particulières qui transformeraient la religion en fonds de commerce ou en appareil dans le cadre de

## Rôle et place des religions dans la société

la lutte pour le pouvoir ; mais l'État. Mais ce qui nous manque le plus aujourd'hui en rive sud, c'est l'État de droit !

Distinguer le temporel du spirituel n'est pas une faiblesse car, contrairement aux préjugés des uns et aux prétentions des islamistes, l'islam ne confond pas. Les musulmans recherchent la cohérence. Ils s'inquiètent – et je m'inquiète – à la fois de la dépolitisation de la vie et de sa déspiritualisation. Des formules totalitaires « tout est religieux » et « tout est politique », on est passé à « rien n'est religieux, rien n'est politique, tout est marchandise ! ». Voilà ce qui m'inquiète. L'islam appelle à s'interroger en permanence sur la relation entre les dimensions de la vie : le politique, qui a trait à la liberté, et le religieux, qui a trait à la recherche de sens, contribuent par là à la recherche de la civilisation. Il n'y a plus de civilisation aujourd'hui ni d'Orient ni d'Occident ; il nous faut rechercher ensemble une nouvelle civilisation. L'islam est inintelligible sans ce rapport fondamental que les extrémistes de tous bords défigurent. La religion, sous leurs coups, peut prendre la forme de la théocratie qui prétend dogmatiquement imposer la domination de l'Un ou au contraire d'un laïcisme déshumanisant. Ni l'un ni l'autre ne sont l'islam de toujours, contrairement aux apparences.

Repenser la place de la religion dans la société moderne, ce n'est pas vouloir combler un vide, surcharger le social d'un poids religieux excessif ou d'attentes lointaines, mais tenter de réactiver les capacités de l'être humain à assumer de manière responsable l'épreuve de l'existence. Il s'agit d'honorer la vie et témoigner dignement du lien qui nous unit au Créateur, Celui à qui rien ne ressemble. Témoigner y compris sur la place publique sans s'enfermer dans un particularisme étroit mais dans une singularité apte à l'universel.

## Débat

**Henri Tincq** : Régine Azria a rappelé la tradition de veilleur d'humanité qui est la vocation du judaïsme. À sa manière aussi Paul Valadier a évoqué ce travail d'alerte pour l'humanité que les Églises ont à jouer. Il a redit l'action et le travail de fourmis des chrétiens pas assez honorés par les médias. Nous avons entendu enfin cette revendication par Mustapha Chérif du droit de critique de la modernité outrancière, d'une laïcité déshumanisante, mais aussi la critique de toute tradition fermée. Pourquoi, selon vous, ces voix originales de veilleur, de guetteur, de fourmis à la tâche, sont-elles si peu entendues ?

**Paul Valadier** : Peut-être devrait-on distinguer être entendu et être accueilli. Il ne faut pas tellement s'étonner que le peuple juif au long de l'histoire soit un peuple tourmenté, tyrannisé, inquiet : il est porteur d'un message qui l'écrase, le dépasse – message dont nous avons besoin, je remercie Régine Azria d'avoir rappelé ce point essentiel. Évidemment – et il suffit de lire la Bible, les prophètes sont là pour nous le rappeler – on sait aussi que le messager peut trahir ce message et faillir à sa tâche. Mais qui lui jettera la première pierre, pour citer un juif célèbre !

Pourquoi les religions ne sont pas entendues ? Je crois que si l'on sort de notre défaitisme connaturel, ou surnaturel, elles sont en réalité plus entendues qu'on ne le pense. Bien sûr, ce n'est pas merveilleux, il y a des problèmes. J'observe que nos sociétés démocratiques, où il y a beaucoup de bruit, sont aussi des sociétés sourdes. Face aux bruits incessants, elles n'entendent plus ou elles entendent uniquement ce qu'elles veulent entendre. On le voit bien pour le message de l'Église : ce qui est dit sur la solidarité internationale, le souci des plus pauvres, l'accueil des immigrés, passe plus ou moins. Mais sur la sexualité, c'est une autre affaire ! Cela n'est pas que l'on

## Rôle et place des religions dans la société

n'entend pas, au contraire : des enfants qui meurent de faim au Kenya, cela a quelque chose d'irréel pour nous, alors que la sexualité concerne chacun. Dès que le pape ou un évêque dit quelque chose, on entend ; il y a même un effet d'amplification. Mais je crois au travail de la raison critique et de la raison publique.

Nos traditions juive et chrétienne nous rappellent que le veilleur n'est jamais bien accepté. Ne jouons donc pas la carte de la victime, ou de celui qui « titille » les sociétés modernes pour le plaisir. Le christianisme, et déjà l'Ancien Testament sont fondés sur l'idée du procès, du rejet des envoyés de Dieu. Quand des propos gênent, on ne les entend pas, ou on les caricature et les rejette. Je n'en fais pas une théorie en disant « cherchez à être rejetés, donc vous serez dans la vérité évangélique ! », simplement ne nous en étonnons pas trop. C'est dommage, mais c'est comme ça.

**Mustapha Chérif** : On parle des « voix du silence » ou de « la majorité silencieuse » : il y a des silences parlants. Les sociétés du Sud ont résisté à l'islamisme. Elles sont les plus grandes victimes de l'extrémisme politico-religieux, les chiffres le disent. Et la résistance est réelle. Le mouvement se prouve en marchant, même si cela n'est peut-être pas très visible. Je crois que les jeunes, les femmes, et tous ceux qui se situent dans ce que j'appelle « la communauté du juste milieu » renvoient dos à dos toutes les formes d'extrémisme. Le problème pour nous au Sud est plutôt comment construire une société démocratique et donner une cohérence aux valeurs spirituelles au cœur de la société sans que cela contredise le fait que la liberté est le fondement de l'existence.

Je ne suis pas seul, c'est important de vous le dire. La majorité des citoyens ici ou là-bas ne sont pas dupes, quelle que soit la désinformation, les manipulations, les propagandes. Ils se rendent compte de l'instrumentalisation de la religion par certains et de l'islamophobie par d'autres. Ils savent qu'elle ne devrait pas l'être mais qu'il faut avant tout travailler

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

au « vivre ensemble » sur la base de la démocratie. C'est un mouvement et une revendication réels. Les gens sont assoiffés de démocratie et de justice. Ils sont conscients, ils ne succombent pas au chant des sirènes, même si les informations ici et là-bas donnent souvent la parole aux pyromanes.

**Henri Tincq** : Ne pensez-vous pas cependant que certains pratiquants musulmans sont aussi des contre-témoignages et ne permettent pas à cet « islam du juste milieu » de se faire entendre dans la vie de tous les jours ?

**Mustapha Chérif** : Ils alimentent le discours des détracteurs, c'est certain ; ils nuisent à ce qu'ils doivent défendre. Je dis toujours aux miens : le mal vient d'abord de nous. Il faut d'abord se réformer soi-même de manière interne pour ne pas donner de l'eau au moulin de tous les « religiophobes », pas simplement des islamophobes. Notre crédibilité est en jeu. Si nous sommes injustes, fermés, nous allons donner raison à ceux qui ne veulent pas entendre parler de spiritualité, de religion ou d'islam. Il y a donc un travail d'autocritique à faire, tout en veillant à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Certaines approches autocritiques aujourd'hui peuvent en effet verser dans la flagellation. Il faut discerner une autocritique objective de ce qui ne va pas dans nos traditions, tout en montrant qu'être croyant n'est pas une tare et n'est pas intrinsèquement un problème pour l'émancipation et la liberté. Je dis toujours à mes camarades engagés dans le combat progressiste que seul le vrai islam peut barrer la route au faux islam, et non pas l'anti-islam.

**Henri Tincq** : En quoi nos religions monothéistes ici représentées sont-elles porteuses de message d'espoir pour l'Europe ? De la même manière, ne pensez-vous pas que l'Europe peut être une chance, en particulier pour l'islam ? Pour la première fois de son histoire, l'islam se retrouve en Europe en position minoritaire, alors que toute l'histoire de son extension en Asie et en Afrique est celle d'une religion

## Rôle et place des religions dans la société

puissante qui donne le ton et fixe la norme. En Europe, ce n'est plus lui qui fixe la norme ; il est en situation de devoir s'adapter à des sociétés démocratiques, laïques et républicaines. Comment voyez-vous ce test de la capacité de l'islam à s'adapter ?

**Mustapha Chérif** : Je crois profondément qu'il y a là une chance réciproque pour les musulmans et pour l'Europe. Il s'agit de s'interpeller : le musulman doit comprendre aujourd'hui comment l'exercice de la raison est non-négociable – ce n'est pas en contradiction avec nos propres sources : il nous faut simplement retrouver cette dimension-là – et l'Europe a besoin du témoignage de l'islam qui vient reposer la question de la place des valeurs de l'esprit dans la société. Cette interpellation peut être parfois maladroite, mais elle est légitime, bien réelle et essentielle au devenir de notre humanité commune. Pourquoi refuse-t-on parfois mon droit à la différence, ma soif de justice, mon refus de me soumettre à la marginalisation du religieux et mon témoignage en tant que frère abrahamique soucieux de vivre sa foi pleinement ? Je m'inquiète de la montée de la religiophobie et de l'islamophobie comme diversion aux problèmes politiques du monde.

Il ne faut pas amplifier les réactions irrationnelles ou maladroitement, mais tenir compte de ce témoignage qui, sans tomber dans le totalitarisme ou dans le désir de vouloir combler un vide par un trop plein, pose des questions de cohérence entre les valeurs spirituelles et une sécularité saine et positive. Pour ce témoignage-là, nous avons besoin les uns des autres. J'ai besoin de votre regard pour approfondir ma réflexion et vous avez besoin du mien pour que l'horizon soit gardé ouvert, pour que « Dieu » ne disparaisse pas de notre horizon. Et nous avons besoin les uns des autres pour que la vision du monde ne soit pas unilatérale, monopolisée dans un seul sens, une seule direction, une seule version d'une dite vérité.

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

**Régine Azria** : Nous sommes tout à fait fondés à regarder l'avenir avec espoir. Si nous n'avions pas l'espoir, il ne nous resterait plus grand chose. Mais il faut aussi regarder le passé : l'Europe est une chance pour les juifs, mais elle a aussi été pour eux un gigantesque tombeau, un lieu de destruction et de malheur. C'est un peu ce que j'ai voulu dire dans mon exposé : cette expérience de la condition juive, d'une certaine manière aujourd'hui les musulmans d'Europe la connaissent puisqu'ils y sont minoritaires, ils sont devenus diasporiques. C'est une situation encore relativement inédite pour les musulmans, alors que c'est une condition existentielle de longue durée pour les juifs. De ce point de vue, la longueur d'avance qu'ont les juifs historiquement ne leur donne aucune prérogative bien évidemment mais leur apprend, peut-être, à regarder de tous les côtés à la fois, à ne pas se bercer de douces illusions et à être extrêmement vigilants.

Si l'Europe doit continuer à se reconstruire – et c'est ce qu'il faut espérer malgré les difficultés – il ne faut pas perdre de vue quelles étaient les ambitions des fondateurs aux lendemains de la guerre : ce « plus jamais ça ! ». Je crois que, si l'horizon du « plus jamais ça » faiblit, nous avons peu de chances d'arriver à quelque chose, car malheureusement les intérêts particuliers, les forces de l'argent, l'égoïsme, la tentation sécuritaire, la violence risquent encore une fois de nous submerger. Nous voyons combien nous sommes à nouveau dans une situation difficile et fragile. Seul ce prophétisme, c'est-à-dire cette utopie qui regarde en arrière ce qui s'est passé, peut nous aider à aller de l'avant. Cela n'est pas être désabusée que de le dire, c'est un réalisme utopique d'une certaine manière. Ce réalisme utopique, que je revendique, s'inscrit dans des faits, dans des actions, des entreprises ou des partenariats. Il faut faire des choses ensemble, en sachant pourquoi on les fait et de quoi le passé qui ne doit pas recommencer a été fait.

**Paul Valadier** : À propos de la présence de l'islam dans l'espace public de notre pays, j'avais espéré il y a une

## Rôle et place des religions dans la société

trentaine d'années que celle-ci débloquerait un peu, en introduisant un troisième terme, le face à face mortifère entre l'Église catholique et la République qui a présidé à la loi de 1905. Je me disais que cela obligerait la République à prendre en compte le pluralisme religieux. Sans vouloir être pessimiste, je dois dire qu'au bout de trente ans, je suis plutôt déçu. Pas tellement à cause des musulmans, mais à cause de l'image qui est donnée de l'islam. C'est un fait que, dans la République et chez beaucoup de laïcs purs et durs, l'islam fait peur. Du coup, la République se raidit et j'entends à nouveau souvent cette équation, qui préside un peu à nos journées ici et qui avait un peu disparu il y a trente ans : religion égale violence. Il ne se passe pas de conférence où je ne sois interrogé à nouveau sur cette question. Cette image nous colle à la peau de manière terrible.

Par ailleurs, Mustapha Chérif a rappelé qu'il n'y a pas d'« Église » dans l'islam et il s'en est félicité – il est certain que l'Église est un appareil lourd. Mais du point de vue politique, l'absence de véritable institution musulmane est tout de même ennuyeux. Je ne suis pas président de la République, mais avec qui dialoguer ? Par rapport à l'Église catholique, c'est assez facile. Pour le judaïsme, Napoléon est passé par là. Mais pour l'islam ? Il y a tellement de divisions entre les musulmans qu'on comprend bien le problème – je ne me place pas là dans une critique de l'islam mais sur un plan politique...

À propos de l'Europe, je l'ai dit, je reconnais avoir été très franco-français et pas assez européen dans mon exposé. Je crois cependant que nos Églises ont une place en Europe. Après tout, sans vouloir tirer la couverture à nous, d'où est née l'idée d'Europe après la première guerre mondiale puis la deuxième ? Pas seulement de chrétiens, mais tout de même... On peut citer de Gasperi, Adenauer, de Gaulle, Schumann. Ces personnalités ont eu non pas une utopie, mais une inspiration : faire de ce territoire de carnage un territoire de paix et de prospérité. Ils ont pensé à commencer par mettre ensemble le charbon et l'acier ; cela pouvait paraître ridicule, mais je trouve qu'il y a eu là une très belle utopie concrète : on ne

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

rêve pas, on ne fait pas une construction européenne tombée des nues. Mettre ensemble le charbon et l'acier, c'est faire que l'on ne peut plus s'armer sans que l'autre ne le sache.

Le problème aujourd'hui est certainement que nous sommes embourbés dans « le charbon et l'acier », c'est-à-dire dans l'administration concrète. Sans tomber dans la démagogie anti-bruxelloise, je pense que nous manquons un peu de souffle ! Qui peut donner ce souffle ? Beaucoup d'hommes, de femmes bien sûr. Mais je crois que nos Églises peuvent y contribuer en disant à l'Europe « Lève-toi et marche ! ». Vers où, comment, par quels chemins ? On ne sait pas très bien. Charbon et acier peut-être. Mais il faut marcher. C'est important. Il n'y a pas beaucoup d'espérance aujourd'hui dans nos sociétés. Les jeunes européens qui viennent de l'Est attendent cela aussi : que nous leur demandions d'apporter leurs pierres à eux. On vous attend, on a besoin de vous ! Car ce qui nous menace, c'est encore et toujours les nationalismes, les frontières, les identités. Qui peut parler à un niveau plus universel et plus général sinon les Églises, en particulier l'Église catholique qui – le gallicanisme est bien mort – n'est pas nationale.

**Table des questions** : Plus de 200 fiches nous sont arrivées de la part des participants de cette session. Certains contestent l'idée, qui semble aller de soi parmi les intervenants, d'un retour du religieux sur la scène publique. Ils font remarquer qu'ils éprouvent de la difficulté à s'affirmer comme croyants, du moins quand ils sont des croyants ordinaires dans l'action quotidienne – est cité par exemple le monde universitaire. Alors y a-t-il réellement retour du religieux ou au contraire plus grande difficulté à s'exprimer ?

**Paul Valadier** : Je suis pour ma part plutôt sceptique à l'idée d'un retour du religieux, si on veut dire par là que les gens se convertiraient massivement, fréquenteraient les synagogues, les mosquées, les temples et les églises. Je crois plutôt que nous vivons une époque où la sphère politique

## Rôle et place des religions dans la société

affaiblie cherche des inspirations un peu partout et espère en trouver du côté des religions. Cette notion de « retour du religieux » est donc discutable.

Ce qui est important à repérer, me semble-t-il, réside dans le développement d'un athéisme radical et vigoureux – pas seulement un antichristianisme, ou le vieil anticléricalisme presque plaisant et confortable par certains côtés, mais un athéisme pur et dur. J'ai lu récemment quelques livres publiés en Allemagne ; on peut être réellement inquiets de ces retours de flamme agressifs. Il y a, en même temps que ce soi-disant retour du religieux, une grande hostilité au phénomène religieux en tant que tel. Il ne faudrait pas que les chrétiens l'ignorent. Il ne faudrait pas croire qu'après nous avoir oubliés, on compterait sur nous chrétiens. Cela ne m'étonne pas que dans les milieux universitaires ou certains milieux de travail, les consciences chrétiennes aient du mal à s'affirmer car elles savent qu'elles vont être ridiculisées ou bafouées.

**Mustapha Chérif** : Pour moi, ce n'est pas la prolifération, hélas bien réelle et inquiétante, de ce qu'on appelle les sectes ou de certaines revendications religieuses crispées qui forment le retour du religieux. C'est le fait que la question du rapport foi raison et celle de la place des valeurs spirituelles dans la société se posent à nouveau. On ne peut plus considérer que c'est réglé. C'est ce retour du questionnement, de l'interpellation qui est essentiel. Mais il est clair – et je disais que la modernité est amputée de cette dimension spirituelle – que les religions sont au bord de la route. En Occident, qui se mondialise, la religion est sortie de la vie, nous sommes déjà partis, nous sommes engagés vers une destination inconnue et tous les retours sont illusoire. Reste à réapprendre, pour nous croyants, à adorer Dieu dans ce monde désenchanté, sans dénaturer nos valeurs fondatrices, qui sont valables en tous temps et en tous lieux et en même temps ouvertes. L'islam a cette prétention. Il est pour nous une chance.

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

On a beaucoup parlé du pluralisme des religions, mais on ne fait peut-être pas suffisamment attention à la pluralité à l'intérieur de chaque religion. Cette pluralité est liée à la modernité, à l'exercice de la raison, mais ne rend-elle pas inopérante les prises de position publique des autorités ? Par exemple quand les autorités chrétiennes prennent position au nom des chrétiens sur une question, il y a peut-être 50 ou 60 % d'entre eux qui ne sont pas d'accord. Cette question rejoint aussi celle du débat interne à l'intérieur des religions.

**Régine Azria** : Je crois que c'est une question très importante qui a été soulevée aussi par Paul Valadier à propos de l'absence d'Église dans l'islam – on peut dire la même chose dans le judaïsme -, ce qui pose la question de l'absence de représentativité. Or on sait qu'il y a là un vrai problème. Certes la question a été provisoirement réglée en France avec l'institution du consistoire. Mais on sait aussi à quel point cette institution est aujourd'hui débordée de toutes parts. Beaucoup de juifs religieux, pratiquants ou laïcs, ne se reconnaissent pas dans le Grand rabbin de France quand il prend la parole en public. Ils ne se reconnaissent pas davantage dans le porte-parole du CRIF qui engage des opinions politiques relevant en réalité des opinions citoyennes individuelles.

La question de la représentativité est une vraie question qui n'a pas encore trouvé sa réponse. Je ne suis pas certaine qu'il faille réduire le divers à l'unique. En même temps, si on veut conserver cette diversité parce qu'elle est aussi la richesse d'une tradition, elle doit pouvoir trouver ses voies d'expression dans une société dès lors qu'on considère qu'elle a un rôle public. Mais nous revenons là à la case départ : la religion doit-elle avoir un rôle public ? En tant que laïque convaincue, je suis beaucoup plus réservée sur ce point que beaucoup d'entre-vous ici.

— Parmi les questions transversales venues des séminaliers, un certain nombre portent sur le statut de la femme dans les religions, en particulier dans l'islam et mais aussi quelques-uns à propos du catholicisme...

## Rôle et place des religions dans la société

**Mustapha Chérif** : L'islam est considéré comme celui qui, parmi les religions monothéistes aujourd'hui, aurait la conception la plus négative du statut de la femme. Je suis pourtant à l'aise vis-à-vis de mes sources, quelles que soient les difficultés. Le Coran s'adresse en effet à la femme autant qu'à l'homme : « croyants, croyantes ; pieux, pieuses ». Il insiste pour que cette parole ne soit pas adressée aux hommes seulement et monopolisée par eux. Le féminin et le masculin sont sans cesse associés. Les épouses du prophète jouent aussi un rôle considérable. Mais il se trouve qu'il y a, c'est vrai, une singularité que le féminisme étroit peut considérer comme inacceptable. Le débat est ouvert. Un homme ne ressemble pas à une femme, c'est un principe naturel auquel nous tenons. En même temps, l'égalité doit être foncière. Ce que je dénonce aux côtés de mon épouse, mes filles, mes sœurs et de toute la part féminine de l'humanité, ce sont les interprétations arbitraires, fermées et sociologiques qui font qu'existent des pratiques absolument inadmissibles. Je combats dans mon pays tous les codes qui viennent empêcher la femme de s'exprimer en tant que citoyen à part entière. C'est cela qui est important, d'autant que l'islam a libéré la femme au regard de sa condition à l'époque et comparativement à tant d'autres traditions.

Il faut faire la part des choses entre ce qui relève de la difficulté du texte et ce qui relève des dérives des pratiques sociologiques et historiques. J'appelle à ce discernement, tout en faisant tout pour que cette libération et cette égalité octroyées par l'islam à la femme musulmane soient effectives. Je crois pour ma part que lorsque toute la société sera libérée démocratiquement, cette part essentielle du travail sera libérée aussi.

**Henri Tincq** : Mais n'y a-t-il pas au-delà de la seule question de l'interprétation des textes le problème du droit musulman lui-même pour lequel la femme est considérée comme mineure ?

**Mustapha Chérif** : Il existe une pluralité à l'intérieur des religions ; c'est aussi le cas dans l'islam. Il y a différentes cultures : le statut de la femme en Malaisie ou au Soudan, ce n'est pas la même chose, ni hier ni aujourd'hui. Il ne faut pas croire que les situations sont homogènes, et il y a des femmes hier qui étaient plus libres qu'aujourd'hui. Le droit lui-même n'est pas monolithique mais pluriel. Il faut aujourd'hui arriver à faire évoluer l'interprétation partout pour que cette égalité soit une réalité, et s'opposer aux interprétations de certains oulémas qui ont figé, sclérosé et fermé la possibilité de cette égalité. Reste à ne pas imiter aveuglément des situations et modèles liés à des contextes et cultures coupés de toutes références spirituelles. Il faut sortir du préjugé que la religion réprime et limite la femme et la modernité libère et épanouit. Dans les deux cas, cela dépend de l'interprétation et de la cohérence que l'on donne à nos actes et relations. Soyons humbles devant ce mystère de la différence.

**Régine Azria** : J'ai cité quelques noms de femmes juives parmi les célébrités qui ont marqué le XXe siècle. Dans l'espace public séculier, les femmes juives ne rencontrent pas plus de problèmes que les femmes en général ; le fait d'être femme et juive dans une société démocratique ne constitue pas un handicap insurmontable en soi, sinon le risque d'être confrontée à la misogynie grossière, au conservatisme et à l'antisémitisme « ordinaire ». Simone Veil en a fait la pénible expérience en 1974 lors de sa présentation devant les parlementaires français de ce qui allait devenir la Loi Veil autorisant l'avortement. Les choses sont plus délicates au sein du judaïsme traditionnel, en particulier du judaïsme de stricte observance, dans la mesure où la question de la promotion des femmes au sein du corps rabbinique se pose à peu près dans les mêmes termes que pour l'Église catholique, à la différence des courants libéraux (majoritaires aux États-Unis) où hommes et femmes sont parfaitement égaux. Cela étant, hormis les limites posées à l'accès aux responsabilités religieuses (rabbinate), l'autre point épineux est la question du

## Rôle et place des religions dans la société

divorce religieux (le guet). Pour le reste, les femmes juives d'aujourd'hui ne rencontrent pas de difficultés ni d'entraves particulières.

- Plusieurs questions portent sur le dialogue interreligieux : n'est-il pas réservé à une élite. Qu'en est-il à la base ? Le champ social ne serait-il pas un lieu privilégié pour ce dialogue ?

—  
**Paul Valadier** : Le problème ici comme dans d'autres cas est qu'il faudrait avoir des outils en mains. Nous n'avons pas posé les éléments qui nous permettent de réfléchir correctement : que veut dire dialogue ? que veut dire interreligieux ? dialogue avec qui ? Répondre en trente secondes à ce sujet est impossible – ne tombons pas dans le piège médiatique de l'immédiateté...

Pour être schématique cependant, je dirai d'abord que, comme telles, les religions ne dialoguent pas. Il y a des hommes et des femmes qui dans les religions dialoguent – et cela, c'est essentiel. Schématiquement encore, rappelons que ce dialogue se fait à différents niveaux : celui auquel Mustapha Chérif a participé au Vatican pour le Forum islamo-catholique – c'est très important au plan intellectuel. Mais ceux qui sont allés au Proche-Orient ou dans des pays musulmans savent que les voisins de paliers se recevaient pour les fêtes juives, chrétiennes, musulmanes. Il ne s'agissait pas de dialogue théologique, mais on échangeait des cadeaux pour les enfants, des plats de fête, des gâteaux. Le dialogue, ce doit être un peu à tous les niveaux.

Ce que je crains, et ce que l'on voit se passer, c'est que le niveau de la base ne devienne aujourd'hui très difficile. On se méfie de l'autre, on le voit au Liban. De ce point de vue, nous avons plutôt régressé. Nous énonçons des grands discours au niveau global, mais sur le terrain de la vie quotidienne avec les voisins, de la fraternité humaine toute simple et concrète, je crains beaucoup les dégradations.

**Henri Tincq** : La question de la représentativité des musulmans dans le dialogue est souvent posée...

**Mustapha Chérif** : S'il y a une question avec laquelle je suis profondément à l'aise, c'est bien celle-ci. Lorsque j'ai demandé à rencontrer le Saint Père en tête à tête en novembre 2007, on m'a dit « mais Monsieur Chérif, qui représentez-vous ? ». Deux ans après, nous sommes 255 savants et religieux musulmans à dire « Venez à une parole commune : croire au Dieu unique et amour de Dieu et amour du prochain » et on continue à nous demander qui nous représentons. Demain nous serons 5000 et on nous posera toujours la même question.

C'est donc une question que j'ai dépassée. Il s'agit selon moi d'être en conformité avec sa conscience et d'essayer de représenter ce que j'ai appelé tout à l'heure « les voies du silence ». Je crois que je suis porté, nous sommes portés, par les gens qui ne sont pas dupes et qui savent qu'il n'y a pas d'autre alternative à la confrontation ruineuse de tous contre tous, que le débat, le dialogue, la discussion. On me demande : quid de la base par rapport au dialogue intellectuel, théologique ? Je crois que souvent la base est en avance sur le sommet ! Les gens vivent et partagent au quotidien ; c'est vrai qu'il peut y avoir des formes de régression, mais plus que jamais, les gens de tous les jours, les gens simples, sont conscients qu'il n'y a pas d'autre alternative pour réapprendre à « vivre ensemble ». Ce n'est pas une utopie : cela a été possible, cela est possible et cela le sera encore plus demain parce que nous sommes tous confrontés aux mêmes défis. Louis Massignon soulignait qu'il faut se décentrer, se placer dans l'axe de naissance de l'autre, se disposer à une hospitalité sacrée pour comprendre et écouter l'autre. Dialoguer, c'est d'abord apprendre à connaître l'autre et à se faire connaître de lui ; c'est un problème d'interconnaissance, car c'est l'ignorance qui pose des problèmes. Ensuite, il faut se mettre d'accord sur un certain nombre de normes communes :

## Rôle et place des religions dans la société

liberté de conscience, liberté religieuse – qui ne sont le monopole de personne. Enfin, il faut essayer de mener des actions communes.

Mais il faut aussi que le dialogue interreligieux puisse être un dialogue de la foi, doctrine à doctrine, foi à foi. Il ne s'agit pas seulement de parler de ces questions douloureuses, importantes ou urgentes, que sont la pauvreté, le sida ou d'autres urgences ; il s'agit d'apprendre à connaître comment chacun nous comprenons Dieu. J'ai besoin de savoir comment l'autre comprend Dieu. Nous croyons en un seul Dieu, mais nous en avons une compréhension différente. Cette différence est pour moi une richesse et non un sujet de confrontation. On a besoin du regard de l'autre et de la compréhension de l'autre pour ne pas sombrer dans tel ou tel type d'excès et pour apprendre à vivre ensemble. On a besoin du rapport avec l'autre. Je n'accueille pas l'autre simplement parce que je le tolère, mais j'ai besoin de son regard. J'ai besoin de l'accueillir sans en être l'otage, en lui disant simplement ce qui est différent entre nous. Il ne s'agit pas de données lénifiantes pour la convergence. La convergence : je ne dois pas la réduire mais la dépasser pour savoir comment et pourquoi ce dialogue aujourd'hui est vital. Parce que l'on veut nous opposer, on veut nous isoler, on veut nous emmener vers des situations de confrontations nuisibles pour tous, alors que les défis sont à relever ensemble.

**Henri Tincq** : *Le dialogue juifs chrétiens en France aujourd'hui semble bien se passer. Vous inspire-t-il, Régine Azria, certaines remarques cependant ?*

**Régine Azria** : Il est important d'avoir une vision historique des choses. Au Moyen Âge, il y avait des dialogues juifs chrétiens qui se finissaient très mal pour les juifs : par des autodafés, des bûchers ou des expulsions ! On se parlait bien sûr ; les rabbins avaient le droit d'exprimer leurs avis, de déployer leur érudition, leurs textes, etc. Mais ce n'était pas un combat à la loyale. Aujourd'hui, lorsque des autorités

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

religieuses se parlent, cela va beaucoup mieux – il faut le dire, car sur le plan historique, c'est un progrès important.

On sait cependant aussi que le dialogue est voué à trouver ses propres limites, parce que les juifs resteront juifs, les chrétiens, chrétiens, chacun ancré dans ses convictions. Ce qui est important toutefois, c'est de pouvoir exprimer à l'autre ses convictions.

Je serai assez d'accord avec Paul Valadier pour dire que le dialogue interreligieux se joue aussi d'abord dans les cages d'escalier, entre voisins et dans la vie courante. Nous sommes aujourd'hui dans une société qui, sans toujours être pluraliste, est plurielle. Il y a la mixité et le mélange, l'échange. Il y a aussi de nombreux mariages, avec de beaux enfants... Ce dialogue se fait dans beaucoup de cas par la base, quand on reconnaît un humain comme soi dans l'autre, un humain qui a sa valeur, malgré ou peut-être parfois à cause de ses convictions propres ou de ses origines. Pour cela, il faut un cadre démocratique, laïc, pluraliste solide qui assure ces conditions.

— Parmi les quelque 200 questions reçues, plusieurs s'adressent à Régine Azria. Elles tournent autour de trois thèmes : le premier, celui de l'identité juive. Qu'est ce que le judaïsme ? Qu'est-ce que la judéité ? Que veut dire être représentatif de la communauté juive ? Le second est celui plus politique des comportements de l'État d'Israël, du lien entre sionisme et judaïsme – quelqu'un demande si le sionisme n'est pas « une hérésie ou une trahison du judaïsme » ? Sans compter des questions sur le rôle de juifs algériens pendant la guerre d'Algérie, ou le problème palestinien actuel ? Un troisième type de questions concerne le passé avec sa mémoire douloureuse, le présent et surtout l'avenir : comment les juifs dans la société peuvent-ils concrètement contribuer au vivre ensemble ?

## Rôle et place des religions dans la société

**Régine Azria** : La première et la dernière question, c'est-à-dire celle de l'identité et de la mémoire, se rejoignent. Il faudrait parler des identités juives, de même que l'on parle des identités chrétiennes. Vous n'êtes pas sans savoir que les juifs sont divers ! Un midrash raconte que les juifs étaient 600 000 au pied du Mont Sinaï lorsque la Torah a été donnée, et que depuis il y a 600 000 interprétations de la Torah. C'est à peine exagéré ! Il y a dans le judaïsme une tradition de débat et de controverses, même très encadrée par la tradition et par des règles herméneutiques, qui favorise le pluralisme, la pluralité des opinions. En même temps, il y a toute une manière de gérer la pluralité interne : la règle du plus grand nombre l'emporte dans le Talmud... Ce qui n'empêche pas de très fortes inimitiés et hostilités d'exister au sein de cette tradition religieuse ; dans l'histoire, on l'a vu se manifester à certaines occasions. Par exemple aujourd'hui, une grande partie des juifs orthodoxes ne reconnaissent pas la légitimité du judaïsme libéral. Le rapport à la loi, le statut des textes, la question du statut de la femme font divergence.

Et puis – ce qui n'est pas tout à fait une césure car cela s'est installé progressivement – il y a, au nombre des identités juives, des juifs qui ne se reconnaissent pas dans la tradition religieuse. Ils se reconnaissent dans une histoire, dans une mémoire et un destin communs qui les a amenés jusqu'au XXe siècle, dans le regard des autres aussi. Ils se reconnaissent dans tout ce qui a tissé l'histoire jusqu'à aujourd'hui. Ce qui fait que l'on peut aujourd'hui, de façon très profonde et impliquée, se sentir pleinement juifs sans pour autant être pratiquant. Et cela ne fait pas scandale. C'est comme ça.

L'État d'Israël a été créé par des juifs qui étaient en rupture de tradition. Il a été créé par un mouvement qui était à la fois un mouvement d'émancipation nationale des juifs et en même temps un mouvement à caractère colonial. On peut être l'un et l'autre. Et il faut avoir le courage de reconnaître l'un et l'autre : la grandeur de l'un – émanciper les juifs en recherche d'un refuge – et ce que d'aucuns considèrent « le péché originel

d'Israël » de l'autre – opprimer un peuple qui n'avait rien demandé. Banale histoire de rapport de forces à l'origine de la plupart des États qui se sont construits aux dépens de plus faibles qu'eux (autochtones, indigènes, Indiens...). Cela existe depuis la nuit des temps, c'est malheureux mais c'est comme ça ; il n'y a pas un bon et un mauvais judaïsme, il y a les deux faces d'une histoire tourmentée, complexe, violente et cruelle pour les uns et pour les autres.

L'identité juive est ainsi écartelée entre ces différentes positions, ces différentes histoires. Une question évoquait le parcours des juifs d'Algérie : c'est vrai qu'il n'a pas la même couleur, les mêmes saveurs, les mêmes rites, les mêmes sonorités que celui des juifs de Pologne ou de France. La diversité, c'est aussi le fait de l'histoire, c'est-à-dire de la diaspora qui a abouti à ce grand patchwork qu'est le judaïsme aujourd'hui. C'est parfois difficile à gérer, il ne faut pas le cacher, mais c'est assez intéressant aussi !

— Beaucoup de participants remercient M. Chérif de la tonalité de ses propos et de son action. À plusieurs reprises sont évoquées ses démarches et rencontres à Rome, avec une question : pourquoi ne sont-elles pas davantage connues, répercutées dans tout le monde musulman ? Et puis il y a des questions qui fâchent comme celle de la réciprocité dans le domaine de la liberté religieuse : liberté dont les musulmans profitent dans nos pays, mais qui n'existe pas dans la plupart des pays musulmans. Des questions aussi sur l'Église catholique en Algérie.

**Mustapha Chérif** : Le monde musulman est hétérogène. Des situations inadmissibles et injustifiables sont visibles dans certaines sociétés musulmanes où les chrétiens, par exemple, subissent des discriminations. Je fais partie de ceux qui se lèvent et dénoncent ces situations, en demandant aussi le discernement. L'Église catholique en Algérie par exemple vivait respectée, paisiblement depuis l'indépendance et c'est seulement ces dernières années, le prosélytisme sectaire bien connu de certains évangélistes qui a créé certaines crispations.

## Rôle et place des religions dans la société

J'ai dit au gouvernement que même si c'est légitime de se prémunir contre le prosélytisme agressif, cela ne devait pas justifier des mesures de discrimination à l'égard de l'Église catholique. Cette phase de malaise est aujourd'hui dépassée, et avec mon ami Henri Teissier, l'ancien archevêque d'Alger, nous sommes heureux de renforcer plus que jamais le dialogue islamo-chrétien.

Il est clair qu'il y a des situations inadmissibles, mais on doit discerner. Lorsqu'on me dit souvent que les chrétiens vivent plus de difficultés en terre musulmane que les musulmans en terre occidentale, je souris et je demande que l'on pose directement la question aux citoyens européens de confession musulmane – c'est ce que nous avons dit à Rome. Chacun peut venir avec une liste de doléances, en dénonçant xénophobie et racisme au Nord, fanatisme ou crispation au Sud. Comment peut-on imaginer que les citoyens européens de confession musulmane se portent bien, qu'ils ne subissent aucune discrimination, aucun racisme, et que les chrétiens en rive sud seraient automatiquement discriminés ? Cette approche ne me semble pas objective.

La situation de pluralité au Proche-Orient est une réalité depuis quinze siècles, quels que soient les moments de crispation actuels. Cette possibilité du « vivre ensemble » dans le droit à la différence a été une réalité. Il a fallu cette occupation de l'Irak violente et inadmissible, hors du droit international, pour que les chrétiens irakiens soient contraints de s'exiler. Mais il ne faut pas oublier non plus qu'il y a trois millions d'irakiens musulmans exilés et un million de morts. Il y a des situations politiques injustifiables avec lesquelles le Coran et le prophète ont peu à voir. Il ne s'agit pas d'innocenter le Coran et le Prophète, car cela va de soi pour moi que l'islam est respect de l'autre, mais de bien discerner entre ceux qui usurpent leurs noms pour porter atteinte à la liberté de conscience qui est essentielle pour un croyant.

## Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés

La réciprocité – nous l'avons dit à Rome – relève plus des diplomates et du politique que des religieux. Ce n'est pas parce que l'autre est injuste avec moi que je dois l'être avec lui. La réciprocité doit jouer dans le bon sens et pas dans le mauvais. Évidemment, sur 55 pays musulmans, il y a aujourd'hui des frémissements positifs. On le voit par exemple des pays arabes qui autorise aujourd'hui la construction d'églises. Le cas de l'Arabie Saoudite est un cas particulier : je posais la question à un ouléma qui me répondait que c'est comme si les musulmans demandaient de construire une mosquée place Saint Pierre ! Discernons et gardons la mesure.

**Henri Tincq** : Je ne vous suivrai pas sur cette comparaison

– il existe une mosquée à quelques mètres de la place Saint Pierre... De même sur votre rapprochement entre la situation des minorités chrétiennes dans certains pays musulmans et celles de musulmans en Europe. D'un côté, c'est la foi qui est en cause, de l'autre des discriminations économiques et sociales...

**Mustapha Chérif** : Il faut dans tous les cas discerner les situations. Je disais au Saint Père qu'il ne faut pas confondre les quinze dernières années et quinze siècles de coexistence. Il y a la peur mauvaise conseillère au Nord et la colère mauvaise conseillère au Sud. Je me bats contre toutes les discriminations et la façon dont, notamment depuis la fin de la guerre froide et plus encore depuis le 11 septembre, les musulmans sont stigmatisés et ciblés comme nouvel ennemi. Cela aussi doit être pris en compte.